



Conseil économique et social

Distr. générale
9 décembre 2013

Original : français

Commission de la condition de la femme

Cinquante-huitième session

10-21 mars 2014

**Suite donnée à la quatrième Conférence mondiale
sur les femmes et à la session extraordinaire
de l'Assemblée générale intitulée « Les femmes
en l'an 2000 : égalité entre les sexes, développement
et paix pour le XXI^e siècle » : réalisation des objectifs
stratégiques, mesures à prendre dans les domaines
critiques et nouvelles mesures et initiatives**

Déclaration présentée par RESO-Femmes, organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif auprès du Conseil économique et social

Le Secrétaire général a reçu la déclaration ci-après, dont le texte est distribué conformément aux paragraphes 36 et 37 de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social.



Déclaration

La culture : élément incontournable au développement du leadership féminin et à l'empowerment des femmes

RESO-Femmes est une organisation non gouvernementale (ONG) internationale qui cherche à promouvoir le leadership des femmes et à innover des modèles inédits de participation. Dès son départ en 2006, elle s'est spécialisée sur les formations politiques des femmes et la mobilisation de partenaires autour de leurs activités socioéconomiques.

L'objectif général était de leur garantir une certaine autonomie et de valoriser leur apport aux équilibres structurels, conjoncturels et comportementaux de leur société. En cela notre organisation a tenté de se positionner et de mettre en adéquation les différents thèmes des sessions onusiennes consacrées aux objectifs du Millénaire pour le développement et les droits de l'homme, en les ajustant au plus près aux demandes locales.

Ce fut le cas du programme « Genre, empowerment et parité à Mopti », au Mali, dès 2006, associant le droit des femmes (par la formation politique) et le développement de projets de sociétés (santé, transformation alimentaire, couture, infrastructures pour le travail décent des écailleuses et l'intégration de meilleures conditions pour les héritières coutumières et autochtones de la pêche). De tels programmes contribuent activement aux réformes attendues des objectifs du Millénaire pour le développement et apportent aux institutions internationales de nouveaux modèles depuis la base (approche *bottom up*).

Plus récemment, à Ouagadougou, notre ONG s'est plutôt concentrée sur la structuration de ses programmes et la conceptualisation de ses modèles. Six groupes de leaders ont reçu des formations concentrées. Elles contribuent activement à la réalisation de programmes visant à réformer les États et à améliorer leurs rapports aux femmes en faisant notamment prévaloir leurs initiatives et innovations pour les populations les plus fragiles et en intervenant dans les zones privées d'eau potable, d'assainissement, d'hygiène ou d'insuffisance alimentaire.

Ces programmes visent, à travers un projet « Eau, assainissement, alimentation », la réalisation dynamique des droits de l'homme et l'accès à des emplois formels de formatrices. L'objectif des femmes formées par notre siège est de devenir des ambassadrices et des promotrices du dialogue social et d'apaisement des conflits, un métier que nous tâchons de faire reconnaître.

Ainsi, pour satisfaire ce lien entre culture, politique et le développement durable local, nous avons eu l'idée de réunir des leaders de générations confondues et de structurer nos programmes pour préserver les valeurs culturelles et symboliques préexistantes. Il s'agit d'initier des collaborations actives avec les élites féminines formelles (leaders du bas en solidarité avec des leaders du haut) et de stimuler l'emploi et l'empowerment des femmes les plus pauvres.

En effet, si le premier programme est tiré de l'expérience politique et juridique à Mopti avec 40 leaders formées pendant cinq ans, l'autre, le projet « Eau, assainissement, alimentation » de trois ans est plus proche d'une expérimentation institutionnelle et d'une stratégie de réformes pour changer les comportements des États.

Il est évident qu'un centre de transformation donne de la visibilité à des collectivités de soutien. Il ne peut suppléer des programmes d'éducation, ni répondre stratégiquement à des collaborations opérationnelles de partenariats publics/privés que seule la recherche permet.

Les États, comme nous l'avons vu dès décembre 2012 au Burkina Faso, ne peuvent privilégier des stratégies sécuritaires et des campagnes électorales au détriment de l'accès des femmes aux ressources ou sans en mesurer les risques de long terme.

Nous déplorons que nos programmes, conçus sur une base élémentaire simplifiée pour les rendre accessibles, ne soient pas perçus comme le fruit d'un long travail réflexif, d'enquêtes collaboratives et d'engagements nécessitant une immersion totale dans des milieux, des cultures isolées, parfois violentes dans leurs rapports à la survie globale; un travail dont peut rendre compte une anthropologie contemporaine de la globalisation qualitative et quantitative.

Nous profitons par conséquent de cette cinquante-huitième session de la Commission de la condition de la femme, pour diffuser notre point de vue et donner quelques pistes de nos méthodes et moyens d'action.

Notre expertise répond parfaitement aux stratégies des institutions internationales. Nous tâchons notamment de mieux saisir les groupes minoritaires, religieux, nationaux ou onusiens au profit d'un rendu collectif aux services des organisations internationales; une démarche déjà intégrée à un programme de recherche et dont les approches et nouveaux concepts pourront être systématisés et comparés.

En guise de conclusion, nous pouvons dire que si la culture incluse dans le programme des Nations Unies pour l'après-2015 vise une plus grande collaboration entre les acteurs de la culture et du développement durable, nos programmes ouvrent quant à eux, une perspective non négligeable au pouvoir féminin : celle de leur garantir des emplois plus honorables et un travail décent de formatrices.

Un *think tank* est actuellement à l'étude. Il permettra de débattre et d'initier de nouvelles idées d'implication des femmes à des stratégies sécuritaires, de fournir des outils visant une représentation plus effective des leaders émergeant des régions dans les élections et de changer les comportements et stéréotypes des États qui réduisent et maintiennent les leaders féminins à leurs conditions premières, les divisent et les découragent.

Nous privilégions le recrutement de jeunes chercheurs, de professionnels des ambassades ainsi que les fonctionnaires d'État pour couvrir une partie de ressources de fonctionnement et qui seront complétées par des partenaires publics/privés les subventionnant.